

Mieux utiliser les données d'évaluation – Ecole & Enseignement, Politique nationale, Communauté & Plaidoyer

Rapport de synthèse

Résumé exécutif

Le e-forum “Mieux utiliser les données d'évaluation” a réuni 329 inscrits de 50 pays différents, dont 43% provenant de la région de l'Afrique de l'Ouest. La moitié d'entre eux travaillent au sein de ministères de l'éducation, tous niveaux confondus. Avec un taux de participation de 14%, ce e-forum s'est déroulé dans un climat détendu et les intervenants ont fait montre d'une volonté de partage de leurs expériences, qu'elles soient bonnes ou mauvaises, et d'un esprit critique et constructif.

Afin d'alimenter les débats, des experts (enseignant, directeur, directeurs de la planification, journaliste, parent d'élèves) sont intervenus sous forme de vidéo en introduction de chacun des niveaux de discussion. Des ressources sur les questions abordées et des papiers d'angle étaient également mis à la disposition des participants en ligne.

Des trois niveaux de discussions proposés (Ecole & Enseignement, Politique Nationale, Communauté & Plaidoyer) les grands messages ressortis sont les suivants:

1. Quatre types d'évaluations sont utilisées au sein des classe: prédictives, formatives, sommatives, standardisées

Elles servent à adapter l'enseignement et mettre en place des mesures de remédiation

Aux niveaux supérieurs elles sont utiles pour harmoniser, échanger et orienter

Limites à l'évaluation en classe: manque de moyens qui restreint le nombre d'évaluations, manque d'harmonisation dans les épreuves et corrections, manque de facteurs scolaires et extrascolaires pour expliquer les résultats, rareté de l'utilisation des résultats de évaluations standardisées dans les écoles

Utilité des évaluations standardisées en classe: 1- Dans le cadre de projet d'établissement, de bassin d'écoles, districts, localités. 2- Evaluation de la « valeur ajoutée » des établissements scolaires (orientation). 3- Explication des causes des faibles performances

2. Les évaluations nationales identifient et décrivent les différents groupes d'élèves, leurs caractéristiques et les causes des différences

Les évaluations mesurent le niveau des élèves selon le programme suivi en classe (examens nationaux) ou cherchent à détecter les facteurs qui influencent la qualité des apprentissages (évaluations standardisées)

Les évaluations standardisées permettent d'avoir une idée du niveau scolaire d'un groupe d'élèves représentatifs de la population scolaire, de déterminer leur répartition sur une échelle de compétences, de mieux comprendre certains facteurs de contexte qui affectent leur réussite.

Traquer les facteurs de réussite ou d'échec permet aux autorités du niveau déconcentré de mettre en place un dispositif de pilotage pédagogique. Pour les écoles, il s'agit d'identifier les élèves en difficulté et les items non réussis pour programmer des cours de renforcement ou de soutien.

Trois principaux moteurs de la qualité de l'information dans un système d'évaluation : un contexte politique favorable, l'alignement avec le système éducatif, et la qualité de l'évaluation.

Dialogue national et réciprocité: les gouvernements ont le devoir de présenter et débattre des résultats d'évaluation à l'échelle nationale avec l'ensemble de la société. Les citoyens ont le droit et le devoir de demander des comptes sur les résultats d'évaluation et mesures envisagées.

3. Une communication formelle et informelle existe au sein des écoles (bulletins, écoute, échanges, rencontres avec les parents). Les résultats de grandes analyses du système éducatif se communiquent aux groupes organisés et institutions.

Les résultats des évaluations des acquis scolaires constituent le reflet de la société: il importe que la communauté, et notamment la société civile, soit informée de la bonne façon, en fonction du public cible, et intégrée dans la recherche de solutions en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement.

Il est nécessaire de procéder à la large diffusion et la discussion des résultats à travers des rencontres entre les autorités scolaires et ses partenaires (parents, communautés, professionnels, partenaires) avec des rencontres périodiques (trimestrielles, semestrielles, annuelles).

La communication des résultats d'évaluations standardisées avec les enseignants doit être prudente pour ne pas provoquer un comportement défensif et engendrer un rejet automatique des résultats.

L'amélioration de la diffusion des informations ayant trait aux évaluations des acquis scolaires passe également par la production de synthèses des résultats, sous forme de dépliants, infographies, applications web ou autres supports faciles à comprendre..

Les données utiles aux médias doivent tenir compte du public cible: elles doivent servir à faire le plaidoyer auprès des partenaires de l'école pour penser les actions à entreprendre.

Sommaire

Résumé exécutif.....	1
Introduction.....	4
Participants.....	6
Niveau 1: Ecole et enseignement.....	7
Niveau 2: Politique nationale.....	14
Niveau 3: Communauté et plaidoyer.....	24
Conclusions du e-forum	29

Introduction

Le portail de l'apprentissage a été pensé pour faciliter les échanges entre l'ensemble des acteurs des systèmes éducatifs autour de la question de la qualité, les évaluations des apprentissages et leur bonne utilisation.

Un premier e-Forum a été organisé en novembre 2015, adressé aux acteurs anglophones, sur la question particulière de l'harmonisation des mesures des apprentissages au niveau mondial. Un certain nombre de questions sont particulièrement ressorties parmi lesquelles l'utilité des évaluations internationales pouvant servir de leviers dans des contextes nationaux, mais également la nécessité de renforcer les compétences afin de mieux comprendre l'approche de l'évaluation, d'interpréter et d'utiliser leurs résultats.

Ce second e-Forum qui s'est déroulé du 24 octobre au 4 novembre 2016 en langue française. A permis d'approfondir la réflexion entre acteurs de l'éducation, sur l'utilisation des données d'évaluation pour informer les pratiques et les politiques.

Ce e-Forum avait pour objectif de promouvoir des échanges entre des acteurs clés du système éducatif autour de questions suivantes:

- 1. Comment les données des évaluations des acquis scolaires sont actuellement utilisées au niveau de l'école, la politique nationale et la communauté ?***
- 2. Quels sont les inconvénients rencontrés par différents acteurs du système éducatif dans l'utilisation des résultats de ces évaluations ?***
- 3. Comment mieux traduire les résultats des évaluations des acquis scolaires dans des pratiques et politiques qui visent à améliorer la qualité de l'éducation pour tous ?***

Le parti pris de ce lieu d'échanges virtuel était de privilégier les expériences nationales des acteurs de l'éducation. Il visait à partager des mécanismes et des pratiques qui ont prouvé leur efficacité dans l'amélioration de la qualité des systèmes éducatifs à tous les niveaux.

De manière à faciliter les échanges entre les participants, de profils très variés, trois niveaux de discussion ont été proposés et ont fait l'objet de présentations et débats spécifiques : 1) école et enseignement 2) politique nationale et 3) communauté et plaidoyer.

Des vidéos introductives par niveau de discussion et des documents de référence étaient disponibles sur la plateforme du e-Forum afin d'approfondir les sujets abordés et d'alimenter les discussions.

Les discussions étaient modérées par des experts internationaux avec une vaste expérience dans le domaine de l'évaluation des acquis scolaires et la planification de l'éducation. Un résumé des discussions a été développé et partagé par les experts, quotidiennement, et par niveau de discussion.

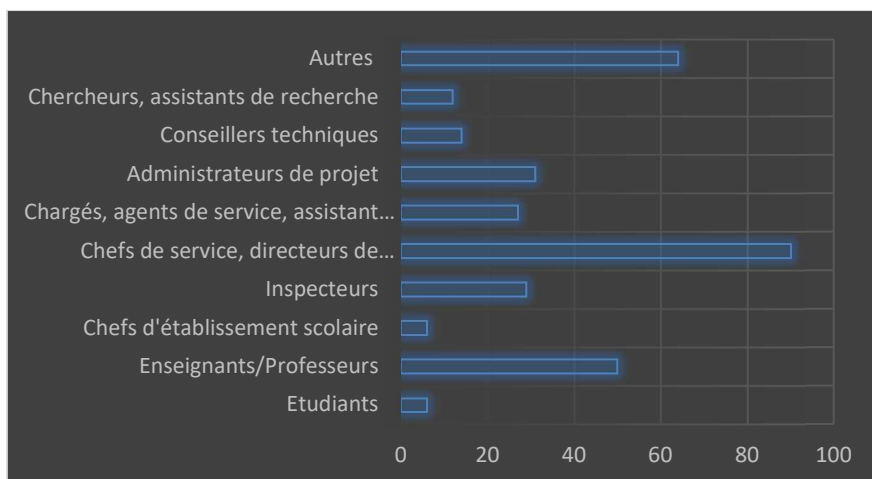
Chaque niveau de discussion a duré 4 jours et était accompagné:

- d'une série de questions spécifiques sur la thématique.
- d'un papier d'angle faisant partie d'une série de papiers proposés par François Robert ¹.
- des entretiens (vidéo) avec des acteurs clés du système éducatif qui font part de leurs expériences autour de la thématique.
- des ressources supplémentaires (publications, sites web, etc.) qui permettent d'approfondir les connaissances des participants de la thématique abordée.

¹ La série de papier sera également mise en ligne sur le blog personnel de l'auteur « la république des tables-bancs » - lien : reptb.canalblog.com/

Les fonctions occupées par les participants dans le cadre de leur travail sont essentiellement « chefs de service ou directeurs » (27%), « enseignants ou professeurs » (15%).

Graphique 2: Fonction des 329 participants au e-forum



Avec un taux de participation de 14%, ce e-forum s'est déroulé dans un climat détendu et les intervenants ont fait montre d'une volonté de partage de leurs expériences, qu'elles soient bonnes ou mauvaises, et d'un esprit critique et constructif.

Niveau 1: Ecole et enseignement

C'est dans la salle de classe que les enfants apprennent, progressent et sont évalués. L'école est également au centre de l'évaluation des apprentissages : c'est là que sont collectées les données qui serviront ensuite à développer et réajuster les pratiques et les programmes éducatifs adaptés, en classe et en dehors de la classe. Mais quels types d'évaluation sont utilisés dans les salles de classe et comment sont-elles utilisées pour améliorer la qualité de l'enseignement et des apprentissages pour les acteurs de l'école ? Quelles pistes d'action pour une meilleure utilisation de ces évaluations ?

Les questions relatives au Niveau 1 de discussion étaient les suivantes :

- Quels types d'évaluations utilisez-vous à votre niveau dans le suivi de la qualité des apprentissages (évaluation continue, évaluation nationale, internationale, examens et concours, inspection) ? Si ces évaluations ne sont pas utilisées, pour quelle(s) raison(s)?

- Comment les résultats de ces évaluations sont-ils utilisés dans la salle de classe et au sein de l'école ? Avez-vous des exemples intéressants à partager à propos d'utilisation pratique des résultats des évaluations ayant permis d'améliorer l'enseignement ou l'apprentissage au sein de l'école ?
- Comment améliorer l'utilisation des données des évaluations au sein de l'école ?

Deux interventions vidéo ont alimenté les débats : Yves Callonnec, Directeur d'école primaire, Mayenne-France et Ibrahima Labou, Enseignant mathématiques/secondaire, Dakar-Sénégal.

Quels types d'évaluation ?

Au sein de l'école, l'évaluation représente un outil technique mais également de communication au service de l'enseignant, du directeur, de l'inspecteur qui permette de mieux échanger entre eux mais également avec les élèves et leurs parents, sur les atouts et possible lacunes. Prédicative, formative, séquentielle, sommative, certificative, continue, standardisée, chacune de ces nominations ramène à des fonctions précises au cours de l'apprentissage. Dans la majorité des exemples qui ont été partagés sur le e-forum, l'année scolaire ou la séquence d'apprentissage sont considérées comme référentiels temporels. Certains systèmes d'évaluation suivent l'ensemble d'un cycle, voire d'une scolarité (voir Ecole Calendreda, Enseignement International).

1. L'évaluation en classe

L'évaluation prédictive sert à connaître les bases dont l'élève dispose pour acquérir les connaissances tout au long de l'année. Ce premier état des lieux, doit permettre à l'enseignant d'avoir une image des différents groupes qui composent sa classe afin de tenir compte de toutes les spécificités et mieux organiser son cours en fonction du niveau moyen de sa classe. Elle intervient en début d'année.

L'évaluation formative, ou contrôle continu, quant à elle, permet de diagnostiquer les compétences acquises et les difficultés éprouvées, tout au long de l'année. Elle a une fonction pédagogique. Elle se répète selon des séquences d'apprentissage et une périodicité prédéfinies (toutes les six semaines ou chaque trimestre dans la majorité des cas), le plus souvent sous forme de devoirs à la maison ou interrogations écrites ou orales à l'école, majoritairement créés par les enseignants eux-mêmes. Au Bénin, des évaluations d'étapes sont organisées par les circonscriptions scolaires au primaire.

Enfin, l'évaluation sommative, et permet de faire le bilan de l'année. Un test de fin d'année vérifie ou infirme l'acquisition de l'ensemble des compétences abordées tout au long de l'année. C'est une évaluation "finale" qui vient en général valider l'ensemble des autres évaluations. Elle a une fonction pédagogique et administrative. Dans le IIEP e-forum - Synthèse: Mieux utiliser les données d'évaluation

cadre de l'orientation, elle permet à l'élève de passer d'un niveau à un autre ou d'un cycle à un autre (on parle alors d'évaluation certificative).

La plupart des méthodes citées sont sanctionnées par des notes, ou moyennes, certaines fonctionnent selon des niveaux de compétences (enseignement international) ou encore utilisent un système de ceintures/couleurs (Calendras). Les épreuves sont corrigées par l'enseignant lui-même, ou entre enseignants de même niveau, qui peuvent s'accorder sur les niveaux à octroyer aux élèves selon des grilles de correction élaborées de concert, pour les devoirs communs. Dans certains cas, les enseignants aident les élèves à s'auto-évaluer et à évaluer leurs camarades de classe. Parfois encore, les parents sont intégrés dans le système de suivi.

2. L'évaluation standardisée

Les évaluations nationales ou régionales, sous forme d'examens blancs et de devoirs communs ont pour vocation de comparer des acquis entre élèves de différentes classes et écoles aux différents niveaux nationaux et au niveau international. C'est l'outil d'évaluation qui est utilisé pour la planification sectorielle et qui est soumis aux écoles de façon automatique (examens nationaux) ou sous forme d'échantillons, généralement en fin de cycles. Il s'agit également de l'outil qui apporte de la plus-value (ou moins-value) à l'établissement pour les aspects d'orientation des élèves entrants et sortants. Parmi les évaluations nationales et internationales citées: PASEC, SNERS, PAQEEB, PALME, EGRA.

Lors des évaluations standardisées, les épreuves sont élaborées de façon collaborative, et les corrections sont centralisées au niveau régional ou national, selon des grilles de corrections validées au niveau des directions ministérielles. Des compte-rendu, ou relevés de notes sont transmis par les enseignants aux directeurs pour une analyse au niveau de l'établissement. Dans le cas des évaluations standardisées un processus rigoureux et anonyme de double-corrections, d'entrée, de traitement et d'analyse des données est respecté avant que le rapport soit rédigé par une équipe d'expert et que les résultats soient partagés par les ministères, aux directions, aux inspections et aux écoles. Ce long cheminement, qui peut parfois durer plus de deux années, amène d'ailleurs souvent des dysfonctionnements relevés en matière de retour d'informations, de données et de résultats auprès des écoles concernées.

Quelles pratiques de l'évaluation ?

L'exercice d'évaluation permet à l'enseignant de maîtriser les points forts et les lacunes de ses élèves, de réajuster son enseignement en conséquence, de partager et trouver des mesures de remédiation seul, avec ses collègues, avec ses élèves et leurs parents, pour envisager de façon sereine la meilleure orientation possible à l'issue de l'année pédagogique.

1. Adaptation de l'enseignement et mesures de remédiation

En début d'année, l'évaluation prédictive permet à l'enseignant de tenir compte de la diversité des élèves qui compose sa classe. Il connaît le niveau moyen de la classe, identifie les forces et les lacunes de chacun, sait quel élève pourra suivre aisément ou pas, trouve des solutions pour éviter l'échec de certains élèves. Il peut mettre en place des sessions de mise à niveau communes ou individuelles. Il sait par où démarrer son enseignement et quelle progression de la classe envisager. En analysant les prérequis, Il assure ainsi une organisation pédagogique optimale pour l'acquisition commune des compétences programmées pour l'année.

L'évaluation tout au long de l'année doit permettre à l'enseignant de s'assurer du niveau d'acquisition effectif de ses élèves pour les notions qu'il a cherchées à transmettre lors des séquences d'apprentissage. C'est une étape d'autant plus importante lorsque l'assimilation des séquences suivantes nécessite la maîtrise de ces notions préalables.

Analyser les résultats, permet à l'enseignant de mettre en regard le niveau d'atteinte et les objectifs assignés, d'identifier les difficultés des apprenants, les catégoriser et de détecter les variations de vitesse d'apprentissage. En conséquence, l'enseignant mettra en place des mesures de remédiations si nécessaire : revenir sur un apprentissage, prévoir quelques séances de rattrapage pour les plus faibles, en dehors des heures de cours officielles, revoir sa méthode ou quelques aspects de son enseignement s'il s'avère inefficace.

2. Harmonisation et orientation

Le bilan des évaluations est transmis au niveau de la direction de l'école. Le retour d'information au niveau des inspections d'arrondissement puis d'académies se fait essentiellement sous forme de statistique des réussites et recalés. Chaque académie d'enseignement et chaque centre d'animation pédagogiques sont tenus d'exploiter les synthèses des rapports d'évaluation. Les résultats des évaluations servent également pour échanger avec les parents et amener ceux-ci à s'intéresser au suivi scolaire de leur enfant.

Les enseignants de même niveau échangent sur les difficultés des leurs élèves et sur leurs pratiques, même si cela se fait souvent de façon informelle. Dans certains établissements, un conseil de maîtres est organisé après chaque évaluation commune: les résultats sont commentés pour en dégager les problèmes et proposer des pistes de solutions, les moyennes obtenues par classes de même niveau, ou par établissements de même circonscription, sont comparées.

Les conseils d'enseignement et les journées pédagogiques constituent ainsi un cadre important, voire indispensable, de formation continue des enseignants en matières pédagogique et didactique en cours d'année scolaire. Cela permet de prendre des décisions importantes allant dans le sens de l'amélioration et qui peuvent déboucher sur des sessions de formation des chefs d'établissements, sur le suivi et l'encadrement pédagogique des enseignants des disciplines moins bien assimilées. Les décisions peuvent également aller dans le sens du redéploiement des

enseignants, de la redynamisation du suivi-encadrement par les inspecteurs etc. Du côté des apprenants, ces échanges permettent également d'organiser des actions des sensibilisations des élèves et de leurs parents sur la régularité et l'assiduité aux cours, sur la discipline scolaire. L'exemple du bénéficiaire du passage à l'évaluation par les compétences au CM2 en matière de réussite scolaire a été donné par un participant. Egalement l'exemple de révision de la méthode de lecture au CP, et la mise en place d'un ensemble de techniques et de stratégies pédagogiques adaptées, suite aux résultats d'évaluation au niveau national.

Les évaluations soumises en fin d'années permettent aux élèves de mieux asseoir leurs connaissances et de progresser en classe supérieure. Souvent sanctionnées par des diplômes (CEPE, BEPC, BAC) les notes obtenues permettent aux élèves de passer en classe ou niveaux supérieurs (évaluation certificative). Les moyennes obtenues par les établissements aux examens de fin de cycle servent de mesure de qualité et d'efficacité des établissements, et constitue encore souvent l'outil principal de communication et de décision en matière d'orientation des élèves entrants (affichage très visible des résultats obtenus à l'entrée de l'établissement pour « achalander le client »). Le manque d'homogénéité des pratiques d'évaluation entre les établissements doivent toutefois interpeller l'opinion sur l'efficacité avérée de cet outil décisionnel.

3. Limites à la bonne utilisation de l'évaluation

La réalité des conditions d'enseignement dans certains de nos pays oblige bien souvent les enseignants à réduire l'activité d'évaluation à une simple note issue d'une unique évaluation sommative pour satisfaire les exigences administratives, et délivrer un bulletin scolaire à l'élève (temps scolaire réduit, manque de moyen humains et financiers pour procéder à l'élaboration de tests et grilles de correction valables, ...). Comme l'indique l'un de participants, « ce n'est pas réglementaire [au moins deux compositions par an sont obligatoires], mais comment faire ? ». L'aspect sommatif des évaluations prend ici le pas sur l'aspect formatif.

Un autre aspect relevé est le manque d'harmonisation dans l'administration des devoirs à des classes de même niveau au sein d'une même école. Par ailleurs, le fait de confier la correction des copies aux enseignants des élèves évalués constitue un biais dans l'exercice de comparaison entre établissements.

Egalement à déplorer, l'absence de facteurs scolaires (organisation des écoles, profils des enseignants par niveau, temps effectif d'apprentissage, scolarité antérieure,...), et de facteurs extra-scolaires (niveau de vie, lieu de résidence, activités extra-scolaires, accès à l'électricité, fratrie, distance à l'école, etc.), pour expliquer les résultats des élèves.

Enfin l'évaluation standardisée devrait également pouvoir être utilisé au niveau des écoles. C'est malheureusement encore rarement le cas, faute de retour des résultats ou de capacités d'analyse de ces résultats. Le tableau qui suit consigne les opportunités de rapprochement des deux types d'évaluation – *extraits tirés de l'intervention de l'un des participants du e-forum*:

Tableau: Avantages, inconvénients et complémentarités des évaluations en classe et standardisée

	Objectifs	Perception des enseignants	Approche /méthode	Utilisations faites	Limites à leur bonne utilisation	Opportunités de mise en lien des deux types d'évaluation
Evaluation en classe	Progression pédagogique dans la mise en oeuvre du curriculum. Demande scolaire en terme de qualité.	Utilité pédagogique, individualisée, au quotidien.	Simple. S'intéresse aux résultats individuels sur la base de notes ou appréciations (séquences, ou fin d'année)	Stratégies individuelles: des enseignants dans leur planification/rémédiations, des parents dans le soutien de leurs enfants, et des établissements dans les décisions de passage ou projets d'école.	Disparités dans les approches individuelles expliquées en partie par: l'absence de la composante évaluation dans la formation initiale, l'absence d'un document officiel expliquant les niveaux de compétences à atteindre dans le curriculum.	1- Utilité dans le cadre de projet d'établissement, de bassin d'écoles, districts, localités (Comité de Gestion de l'Ecole): Les pratiques ne sont pas homogènes entre les classes pour servir les objectifs de projets collectifs. Les enseignants connaissent bien le contenu de leur programme scolaire et les difficultés de leurs élèves, mais ils ne les jugent pas tous de la même façon. Ce type de management a besoin d'outils d'évaluation homogènes afin de garantir l'équité dans la recherche de réponse aux carences réelles dans les résultats. 2- Utilité dans l'évaluation de la « valeur ajoutée » des établissements scolaires (orientation). Analyse des performances des élèves à l'entrée et sortie de cycles d'enseignement utile à déterminer l'effort marginal de chaque établissement au delà des prérequis des élèves (capacités de progression); 3- Utilité dans l'explication des causes des faibles performances, en se basant sur des informations contextuelles collectées à travers des questionnaires pour expliquer la variation dans les performances scolaires.
Evaluation standardisée	Renseigne les politiques éducatives (pertinences des curricula, efficacité de la formation des enseignants et autres ressource allouées). Offre scolaire.	Indifférence, critique - Utilité uniquement académique, les résultats sont peu souvent retournés dans les écoles, les résultats peu ou prou expliqués au niveau école. Souvent perçue comme une évaluation de leurs compétences personnelles.	Complexe et sophistiquée Méthodes psychométriques, statistiques. S'intéresse aux disparités des résultats (anonymat) et essaie de les expliquer.	Rapports plus ou moins détaillés surtout destinés au responsables politiques, planificateurs, pédagogues, chercheurs, opinion publique	Approche mal expliquée, ou pas du tout, aux principaux acteurs (enseignants, directeurs, inspecteurs).	

Pistes d'amélioration de l'évaluation au sein de l'école

Compte tenu de l'aspect central de l'évaluation dans l'apprentissage, il est ressorti des échanges sur le e-forum qu'un préalable au développement de tout système d'évaluation au sein de l'école était attendu de nos gouvernements respectifs: la définition précise des compétences attendues en lien avec le type de société envisage, accompagnée d'une stratégie de formation, de pédagogie, d'enseignement, d'évaluation et de remédiations correspondante. Il est également du ressort des parents de mener un suivi attentif et régulier sur les moyens qu'ils investissent pour l'éducation de leurs enfants, à travers les organes élus.

1. Formation des enseignants

Dans le souci d'une meilleure homogénéité des pratiques, une part plus importante de la formation initiale des enseignants devrait être dédiée aux aspects d'évaluation: l'enseignant doit savoir pourquoi il évalue, ce qu'il doit évaluer en conséquence et comment corriger et interpréter les résultats. En parallèle, il est essentiel que les autorités partagent et expliquent davantage les niveaux de compétences visés par les curricula adoptés, dans le cadre de la formation continue. Il est également crucial de maîtriser les liens entre les différents types d'évaluations énoncés, et amener les enseignants à utiliser d'avantage les résultats des évaluations standardisées. Le Maroc a une expérience intéressante en la matière, avec les développements du système d'information Massar et une batterie de tests de prérequis disponibles.

2. Cadre d'évaluation

L'évaluation qu'elle soit menée à l'aune de la classe ou au niveau national, doit « être capable de nous dire si le système a produit les compétences attendues (savoirs et comportements) ». Il convient donc d'envisager l'évaluation dans le temps afin d'établir une "carrière scolaire" qui tienne compte des prérequis et de l'environnement de l'élève. Il ne s'agit plus d'orienter les évaluations uniquement sur le savoir théorique mais également sur le savoir être en intégrant autant que faire se peut, l'enfant et les parents dans la définition et le suivi de ses apprentissages au fil de sa scolarité. La mise en confiance de l'enseignant par un chef d'établissement qui ne stigmatise pas

l'évaluation comme une menace mais qui l'utilise comme un outil d'accompagnement d'amélioration des pratiques au sein de l'école est également nécessaire.

3. Pratiques d'évaluation

Afin d'analyser les performances et non uniquement les résultats, il est indispensable d'évaluer les élèves en début et en fin de cycle afin de connaître les prérequis des élèves, et pouvoir ressortir l'effort marginal de chaque établissement au-delà du niveau initial des groupes d'élèves. Cette démarche permet également de disposer d'un outil valide d'évaluation de l'efficacité d'un établissement dans le cadre de l'orientation des élèves entrants.

La recherche accrue de la corrélation entre les facteurs scolaires, extrascolaires et les résultats aux épreuves permettra également une compréhension plus fine en vue de déboucher sur des décisions plus pertinentes et plus efficaces.

4. Analyse des résultats

L'analyse des résultats doit se faire à tous les niveaux et par toutes les parties prenantes : l'évaluation doit être partie intégrante du dispositif pédagogique et non une finalité. Il est également nécessaire de produire des rapports analytiques par matières enseignées, afin de trouver les moyens de remédiations spécifiques. La mise en place d'unités d'évaluation aux niveaux école et régional, permettrait de faciliter les échanges d'outils et de bonnes pratiques en matière d'évaluation. Il est également suggéré que les services en charge des examens et de la certification poursuivent l'analyse et l'exploitation des résultats des inspections, en approfondissant les aspects pédagogiques qui sont souvent éludés dans la pratique actuelle. Le projet de Gestion Locale de la Qualité de l'Éducation (GLQE), lancé par l'Unesco et certains gouvernements, et malheureusement avorté, avait doté d'ordinateurs des inspections d'arrondissement pilotes permettant la saisie des résultats des évaluations séquentielles des écoles pour une analyse au niveau local afin de procéder à un pilotage efficace.

5. Quel système d'évaluation pour quelle école de demain ?

Les systèmes d'évaluation actuels privilégient encore l'approche systémique (organisation et gestion du curriculum) au détriment d'une approche différenciée qui inscrit l'élève et ses parents dans la définition et le suivi de ses apprentissages. L'école Calendredas² et l'enseignement international³ (IB) proposent des mécanismes de ce type. C'est une réflexion qui est revenue à plusieurs reprises et semble un début de réponse à la question : « Quel type d'individu former pour quelle société? ». Comme l'indique l'une des participantes, "c'est sans doute dans cet esprit d'intermédiation que les postures de l'évaluateur et de l'évalué ouvriront d'autres voies pour prendre des décisions qui feront de l'apprentissage la qualité de l'éducation à venir".

² <http://www.aprene.org/node/21>

³ <http://www.ibo.org/fr>

Niveau 2: Politique nationale

La réflexion autour du plan Education 2030 et le choix d'indicateurs directement liés à la qualité de l'éducation offre une fantastique opportunité de mettre enfin le sujet de l'évaluation des acquis au cœur des débats, mettant les intrants au service des résultats et non pas l'inverse.

Chaque gouvernement qui vise à améliorer les résultats des apprentissages de ses élèves a besoin de développer un système solide pour les évaluer, à chaque étape de la scolarité, à l'aide de méthodes et d'outils fiables. Des interactions, partenariats, activités techniques, activités de communication, financements, systèmes de suivi, système d'information sont alors mis en place conjointement ou séparément pour aider le système, et en premier lieu l'enseignant, l'élève et ses parents, à mieux saisir l'évolution des apprentissages.

Quel est l'usage qui est fait des évaluations au niveau national ? Quelles sont les "formules" qui marchent et permettent à l'évaluation des acquis de servir réellement d'outil décisionnel au niveau des politiques éducatives nationales ? Quelles pistes d'amélioration pour une meilleure utilisation de ces évaluations et un meilleur suivi des politiques et plans nationaux ?

Les questions relatives au Niveau 2 de discussion étaient les suivantes :

- Les types de données d'évaluation disponibles sur les acquis scolaires au sein des Ministères couvrent-elles les différents groupes d'élèves et d'écoles ainsi que leurs caractéristiques ? (nommer les données et les caractéristiques spécifiques). Sont-elles suffisantes pour identifier les causes des différences parmi les élèves et les écoles ?
- Comment les données d'évaluation nationale et/ou internationale sont utilisées par les planificateurs, les gestionnaires de l'éducation et les décideurs politiques dans l'instruction des politiques et plans nationaux qui visent l'amélioration de la qualité dans votre pays ? (donner des exemples concrets).
- Comment mieux structurer et mieux utiliser les données d'évaluation dans l'élaboration et le suivi de ces politiques et plans nationaux ?

Les interventions vidéos de trois responsables de ministères de pays d'Afrique francophone ont alimenté les débats : Abdel Rahamane Baba-Moussa, Secrétaire technique du PDDSE, Bénin ; Oscar Bazikamwe, Directeur de la planification de l'éducation, Burundi ; Djibril Ndiaye Diouf, Directeur de la planification et de la réforme de l'éducation, Sénégal

Quelles évaluations sont disponibles ?

1. Les différents groupes d'élèves, leurs caractéristiques et les causes des différences

En fonction de leur objectif, les évaluations mesurent le niveau des élèves selon le programme suivi en classe (examens nationaux) ou cherchent à détecter les facteurs qui influencent la qualité des apprentissages (évaluation standardisées sur un échantillon d'élèves représentatifs d'un système). Elles servent de repère, dans le temps et dans l'espace, afin d'observer l'évolution des systèmes et les comparer entre eux. Dans les deux cas, celle-ci ne donnent qu'une indication partielle à un moment donné, pour un public d'élèves donné.

Au Niger, par exemple, la dernière évaluation nationale sur les acquis scolaires date de 2011 et a porté sur les disciplines fondamentales (Français, Mathématiques et Sciences de la vie et de la Terre) auprès de 700 élèves scolarisés au CP, CE2 et CM2. Des évaluations des élève-maitres ont également été menées en 2006 et en 2014, dans les écoles normales sur les compétences en français, mathématiques et en didactique. D'autres évaluations sont pratiquées dans des zones d'intervention de certains partenaires pour expérimenter des innovations pédagogiques (ex : apprentissage rapide de la lecture).

Le Sénégal a un programme d'évaluation qu'on appelle SNERS (Système National d'Evaluation des Rendements Scolaires). Ces évaluations sont organisées pour mesurer le niveau de performance des élèves dans des disciplines qui, pour la plupart du temps, portent sur le Français, les mathématiques et les sciences. On ne voit jamais malheureusement, l'exploitation approfondie des données des examens nationaux (CFEE, BFEM, BAC dans une certaine mesure...) au-delà des statistiques de base (reçu/recalé) et la comparaison des taux à l'échelle nationale au fil des années, qui serviront parfois de base à des études ultérieures liées à l'élaboration de plans nationaux. Cela s'expliquerait en partie par l'absence d'informations disponibles qui serviraient à déterminer les facteurs qui influencent tels ou tels résultats obtenus.

Au Cameroun, la plus récente évaluation nationale est celle faite par SOFRECO avec l'assistance de l'AFD, dans le cadre du programme C2D. Elle a été faite sur un échantillon des élèves de 5^{ème} année du primaire (francophone et anglophone) en français/anglais et mathématiques. L'évaluation a révélé que près de 44% d'élèves ne peuvent pas lire et de réelles difficultés ont été notées en mathématiques. Le Cameroun fait également partie des pays évalué lors de la vague du PASEC2014. L'Unité des Acquis Scolaires mise en place récemment à travers le PAEQUE a mené une évaluation au niveau des classes de CP, CE2 et CM2. Des variables liés aux enseignants, l'environnement de l'école, les langues parlées sont disponibles. Les résultats sont attendus.

Au Mali, les études menées dans le cadre de l'évaluation des rendements scolaires de 2011 à 2016 ont été coordonnées par le PASEC (2011), le PHARE (2011), World Vision (2014 ; 2015 ; 2016) et Aide et Action (2012). La comparaison des enfants selon le genre a cherché à mieux expliquer les disparités en fonction, de leurs caractéristiques socioéconomiques (informations essentiellement liées au type et

niveau de vie des ménages), et des caractéristiques des écoles (localisation, type, formation pédagogique et académique des enseignants, disponibilité des guides et manuels). Certaines études avaient montré que les classes tenues par les enseignants issus de la formation SARPE (Stratégie Alternative de Recrutement du Personnel Enseignant) dans les écoles communautaires, étaient plus performantes que celles dirigées par les enseignants des écoles publiques.

En 2015, au Maroc, dans le cadre du partenariat avec JICA, le ministère a mis en œuvre le projet PEEQ (Project for Promoting Education with Equity and Quality), basé sur l'analyse d'erreur ou bien ce qu'on peut appeler la «pédagogie de l'erreur». Un test de diagnostic a été réalisé pour les cinquièmes et sixièmes années en mathématiques et des activités scientifiques (16 écoles cibles, soit 1143 élèves).

Quelques facteurs relevés comme pouvant expliquer les différences de performances entre élèves : les problèmes de santé et de nutrition des enfants, la pauvreté culturelle (absence de bibliothèques, le manque de motivation des élèves, le manque de motivation des maîtres, l'absence d'aide pour les devoirs et les leçons à la maison, les capacités intellectuelles des élèves, la formation des maîtres, les effectifs pléthoriques, l'insuffisance de matériel pédagogique, le désintérêt des parents pour l'école, la pauvreté des ménages.

L'Enseignement International (IBO), quant à lui, présente un mécanisme de suivi permettant le retour d'information des résultats d'examens officiels ainsi que certaines évaluations faites en classe et durant l'année au niveau ministériel, envoyées par les coordinateurs des programmes. Les résultats d'évaluation de certains projets réalisés en dernière année de primaire et l'année qui précède le programme du baccalauréat international, qui traitent du domaine la vie courante (approche par les compétences), sont également remontés pour analyse globale. Les conditions de passations d'évaluation font l'objet d'un mécanisme de suivi général afin de chercher à améliorer les pratiques. Les écoles du programme, quant à elles sont sélectionnées selon certaines caractéristiques pré-requises, et fournissent un rapport ainsi qu'un plan d'action. Le contexte familial et la situation de l'élève, ne seront rapportés que lorsqu'un problème d'apprentissage survient.

2. Focus sur les évaluations PASEC2014

Le PASEC mesure sur un échantillon représentatif de la population scolaire des compétences standard qui ont été identifiées au préalable comme étant des compétences attendues sur la base du curriculum de différents pays participants. Les élèves répondent aux tests en langue/lecture et mathématiques sur le principe de questions à choix multiples. En complément de ces tests des questionnaires sont proposés aux élèves, aux enseignants et aux directeurs d'école afin de mieux connaître et comprendre l'environnement de l'élève et les facteurs qui concourent aux apprentissages. Autant les tests que les questionnaires sont anonymes, la question n'étant pas de juger l'élève en tant que tel mais de mesurer les compétences d'un élève représentatif d'une population plus large.

Dix pays francophones d'Afrique subsaharienne ont participé au PASEC2014 qui a testé près de 40.000 élèves, quinze pays sont attendus pour la prochaine évaluation en 2019. Cette évaluation a été faite auprès des élèves du fin du cycle 1 (CP) et dernière année du primaire (francophone et anglophone). Conformément aux échelles de compétences définies par le PASEC, il est ressorti que dans la plupart des pays, un fort pourcentage des élèves est en dessous du seuil de compétences, au début et en fin de cycle primaire.

Au Cameroun, par exemple, cette évaluation permet une exploitation locale des résultats dans différentes zones (anglophone, francophone, grand nord, grand sud et grand ouest) pour une amélioration de la qualité des apprentissages. Elle a révélé des résultats particulièrement faibles dans le grand Nord, caractérisé par une grande majorité des écoles non pourvues de manuels. Il existe en outre une forte disparité entre les écoles des zones urbaines et rurales.

Malheureusement, les données ne permettent pas de cerner précisément les différences de résultats entre les élèves et les écoles. Des facteurs agissant à plus grande échelle ont été l'environnement scolaire, le temps alloué à l'enseignement des langues et des mathématiques, les manuels. Le facteur qualification des enseignants, par exemple, n'a pas été profondément abordé dans l'évaluation PASEC.

Un des aspects d'évaluation extrêmement intéressant et crucial, celui de l'évaluation des établissements scolaires, est très peu abordés dans les évaluations existantes. Cependant, si l'évaluation à large échelle est nécessaire pour éclairer la politique en matière des modes d'organisation scolaire (curriculum, temps scolaire, formation des enseignants, etc.), le changement se passe à l'école et il faut avoir des outils adéquats pour l'inciter, le suivre et l'encourager. L'exemple cité dans le cas du Maroc montre bien que la réponse est immédiate, palpable et appropriée, ce qui pourrait inciter les concepteurs d'évaluations à mieux coordonner les différents outils d'évaluation et de pilotage pédagogique utilisés dans les écoles et les établissements.

Comment utiliser ces évaluations ?

Dans un monde où l'on parle de la baisse de niveau général, les évaluations nationales servent de curseur basé sur un socle commun que sont la lecture et les mathématiques, disciplines universelles, permettant de comparer à l'échelle nationale ou internationale le niveau des enfants scolarisés, et au-delà l'état de la qualité d'un système éducatif.

1. De l'utilité des évaluations standardisées

L'exploitation des évaluations de type PASEC, PISA permet d'avoir une idée du niveau scolaire d'un petit nombre d'élèves (environ 4000 élèves dans chaque pays dans 180 écoles pour le PASEC) représentatifs de la population scolaire du primaire

(début et fin du primaire) et de déterminer la répartition des élèves sur une échelle de compétences et de mieux comprendre certains facteurs qui affectent la réussite des élèves car elles fournissent des informations sur le contexte (conditions d'enseignement, parcours et environnement extra-scolaire de l'enfant). Il est cependant difficilement possible d'en établir une relation de causalité, les raisons du succès ou de l'échec étant nombreuses, complexes et difficilement quantifiables.

Ce type d'évaluation ne peut pas être comparé avec les examens traditionnels car elles ne mesurent pas les mêmes choses, mais elles peuvent éclairer ces résultats sous un angle différent. Que penser d'un système qui permet à 70% des élèves de réussir aux examens de fin de cycle primaire alors que les tests PASEC montrent qu'ils sont bien moins nombreux à maîtriser les compétences sans lesquelles la poursuite de la scolarité sera difficile ?

Ainsi, les évaluations standardisées à large échelle ne remplacent pas les évaluations qu'elles soient sommatives ou formatives effectuées au cours de la scolarité et en aucun cas elles ne permettent de traiter du cas particulier de tel ou tel élève. Toutefois elles peuvent fournir des informations précieuses sur l'état du système éducatif et ouvrir la voie à des recherches plus approfondies.

2. Mesures initiées au niveau central

Au Niger, les résultats des évaluations des élèves-maîtres ont été utiles pour augmenter la durée de la formation dans les écoles normales de une à deux années. L'évaluation dans les zones d'intervention spécifiques de partenaires sur des innovations ont permis de contribuer à la réforme en cours du curriculum.

Au Cameroun, les données issues des différentes évaluations, qui ont été difficilement acceptées en premier lieu, ont toutefois permis d'apporter bien de réformes au niveau du ministère: la réorganisation de la chaîne de supervision pédagogique, l'organisation de nombreux séminaires de renforcement des capacités des enseignants et des superviseurs pédagogiques en matière d'enseignement compensatoire, la prise en compte du genre dans les pratiques pédagogiques, la réintroduction de la méthode syllabique de l'enseignement de la lecture, l'organisation d'ateliers nationaux sur la lecture et les mathématiques, et la récente réforme curriculaire lancée après une définition du socle nationale de compétences.

Au Maroc, le constat d'un faible niveau de maîtrise de compétences de base a mené à l'organisation d'ateliers pour améliorer les pratiques de l'enseignement en classe en révisant les plans de leçon avec un examen attentif et spécifique pour les difficultés réelles des élèves, ainsi qu'au développement de matériels d'enseignement et d'apprentissage supplémentaires.

Il ressort toutefois clairement que les évaluations nationales sont faiblement utilisées dans les politiques éducatives, mis à part pour renseigner certains indicateurs ou pour justifier l'implémentation de projets. Les services de planifications sont plus souvent

attelés aux tâches administratives au détriment d'une application effective d'une gestion axée sur les résultats au niveau des écoles, une gestion par les performances qui implique la reddition des comptes. Système de gestion pourtant adopté et régulièrement clamé haut et fort lors des réunions politiques au niveau national.

De ce manque d'utilisation à bon escient des évaluations, l'analyse des résultats des tests d'évaluations continue de se faire au niveau macro, ce qui entraîne l'absence des actions de remédiation au niveau de chaque établissement scolaire. En découle, dans la majorité des pays, un manque d'autonomie administrative ou budgétaire des chefs d'établissement, leur permettant de prendre des mesures pour résoudre les problèmes spécifiques à l'école. Les services d'orientation professionnelle ou de soutien psycho-social des élèves sont faibles ou absents. La communauté scolaire ne se sent pas responsable des résultats parce que leur participation, l'appropriation des solutions, et la capacité à prendre des initiatives demeurent extrêmement limités.

Le programme PASEC tente aujourd'hui d'accompagner de plus en plus les pays à remédier à ce manque d'efficacité des évaluations à servir les acteurs au niveau déconcentré. Il a lancé récemment une initiative d'apporter un appui aux pays qui désirent mettre en place ou renforcer leur dispositif national d'évaluation.

3. Prise en compte des résultats dans les écoles

Pourtant, l'enjeu des évaluations n'est-il pas d'organiser progressivement les apprentissages en classe en s'appuyant sur l'évaluation des compétences des élèves à certaines étapes ? Ne s'agit-il pas de coordonner les différents outils d'évaluation, de communication des résultats, de pilotage pédagogique dans les écoles et d'articuler l'organisation de l'enseignement en conséquence, sous une forme normalisée de supports ?

Ce sont donc les facteurs de réussite ou d'échec qu'il convient de traquer pour permettre aux autorités du niveau déconcentré de mettre en place un dispositif de pilotage pédagogique. Pour les écoles, il s'agit d'identifier les élèves en difficulté et les items non réussis pour programmer des cours de renforcement ou de soutien. Ces mécanismes nécessitent la mise en place des ressources matérielles, humaines et financières, afin de pourvoir les personnels du niveau déconcentré en capacité accrue en analyse statistique, incluant l'écriture, le codage d'items, la mesure de certains indicateurs. Pour mettre à contribution le suivi des apprenants par les parents, des supports de remédiation d'utilisation simple devraient être mis à leur disposition.

Au Sénégal, les évaluations ont permis d'apporter des innovations dans la gestion du système éducatif au niveau déconcentré: le PAQEED (Projet d'Amélioration de la Qualité et de l'Équité dans l'Éducation de Base) au Sénégal cible le relèvement du niveau des élèves en lecture et en mathématique. Il est né des conclusions et orientations issues des évaluations du PASEC et SNERS. Ce projet est un outil d'opérationnalisation du PAQUET-EF (Programme d'Amélioration de la Qualité de l'Équité et de la Transparence dans le secteur de l'Éducation et de la Formation). Les décideurs politiques et gestionnaires de l'éducation se basent sur les données de ces

évaluations pour orienter et définir leur politique d'éducation au niveau décentralisé, par le biais de Contrats d'Amélioration de la Qualité (CAQ), qui sont signés entre les écoles et les Inspections de l'Education et de la Formation. Des PAQ (Plan d'Amélioration de la Qualité) sont ensuite établis entre ces derniers, les Inspections d'Académie et le ministère. En parallèle, un dispositif de formation continue a été implémenté pour former les enseignants aux pratiques évaluatives à l'amélioration des rendements scolaires/ Malheureusement, son extension est bloquée par un déficit de financement.

L'IBO, quant à lui, utilise les données d'évaluation pour changer les programmes tous les 3 ou 4 ans, et prévoit également la formation de tous les enseignants en conséquence. La systématisation de l'utilisation de l'outil électronique adoptée par l'IBO facilite la capacité de standardisations de son système d'évaluation : évaluation des enseignants et les écoles dans leur application du programme, et le retour de résultats, recherche de solutions aux problèmes identifiés, félicitations, accès aux rapports des années précédentes, progrès faits par l'élève, l'école.

Mieux structurer et suivre les évaluations

Selon l'enquête SABER de la Banque Mondiale sur l'évaluation des apprentissages, il existe trois principaux moteurs de la qualité de l'information dans un système d'évaluation : un contexte politique favorable, l'alignement avec le système éducatif, et la qualité de l'évaluation.

1. Un contexte favorable

Les conditions dans lequel l'activité d'évaluation a lieu et la mesure dans laquelle ces conditions sont propices à l'évaluation. Un tel contexte couvre des questions telles que le cadre législatif ou politique pour les activités d'évaluation, les structures institutionnelles et organisationnelles pour la conception, la réalisation, et l'utilisation des résultats de l'évaluation, la disponibilité de sources de financement des évaluations à grande échelle alloué sur une base régulière (inscrit dans les comptes de l'état et dans les plans décennaux), la disponibilité d'un personnel permanent à temps plein, suffisant pour répondre aux besoins de l'évaluation (formation et expérience y incluses), financement,

L'exploitation des données issues de l'évaluation des acquisitions des élèves doit orienter les décideurs institutionnels. Une bonne planification de la politique éducative doit avoir comme base les données quantitatives et qualitatives de l'évaluation. Les plans opérationnels de l'utilisation des données de l'évaluation doivent être élaborés suivant l'approche GAR (Gestion Axée sur les Résultats). Ainsi chaque axe stratégique doit être décliné en : Objectifs, Actions, Résultats attendus, Indicateurs, Responsables, Partenaires, Coût.

Comme déjà indiqué auparavant, de plus en plus de systèmes éducatifs ont introduit des politiques de gestion locale de la qualité appuyées par ce qu'on appelle le projet IIEP e-forum - Synthèse: Mieux utiliser les données d'évaluation

d'établissement. Les écoles établissent leur diagnostic, se fixent des objectifs à atteindre et cherchent les moyens pour les réaliser. On s'installe alors forcément dans une logique transparence et de reddition des comptes. Mais ces initiatives restent embryonnaires. L'école publique fonctionne encore en général sans obligation de résultats. Que les écoles donnent de bons résultats ou des résultats médiocres, elles recevront le même traitement qu'auparavant en termes de répartition de ressources. Ce traitement égalitaire finit par être inéquitable. D'où l'importance d'un système équitable d'évaluation des établissements scolaires basé sur des indicateurs de performance mesurant l'effort marginal que font les écoles en fonction des catégories de populations qu'elles desservent et des ressources qu'elles reçoivent. L'objectif moteur de ce mécanisme devrait être animé par un idéal pédagogique qui doit créer un climat de débat entre les équipes pédagogiques des vrais problèmes de chaque école et la recherche des solutions appropriées.

Il paraît également clair que si l'on considère l'éducation comme un bien public national (voire Mondial) et que l'on souhaite que tous les citoyens s'en approprient les enjeux, il est indispensable que la société civile soit invitée dans le dialogue sur les politiques éducatives et donc les évaluations.

Enfin, une condition absolument nécessaire de voir évoluer positivement l'utilisation des évaluations est la meilleure adéquation entre (1) le système de suivi et évaluation (S&E) du processus de mise en œuvre de la politique nationale et le système d'évaluation des acquis d'une part, et entre (2) ce système de S&E et le système d'information (SI) au niveau ministériel et interministériel ce dernier devant prendre le relais pour intégrer et informer sur les facteurs ayant été révélés comme influents dans la qualité des apprentissages (ex: transport scolaire, cantines scolaires, respect du temps scolaire, temps pour aller à l'école, ...).

2. L'alignement avec le système éducatif

La mesure dans laquelle l'évaluation est alignée avec le reste du système éducatif comprend le degré de congruence entre les activités d'évaluation et les objectifs d'apprentissage du système, les normes, les programmes, et la formation initiale et continue des enseignants.

Toute évaluation se doit tout d'abord d'établir précisément les objectifs assignés pour que les données qu'on en tire puissent permettre de prendre des décisions en lien avec des préoccupations spécifiques, préalablement documentées. Les évaluations nationales, si elles sont mieux organisées pourraient contribuer pleinement à l'amélioration des apprentissages dans bien d'autres disciplines scolaires en plus de celles qui font souvent l'objet des évaluations internationales.

Un document de politique officielle et des documents relatifs aux évaluations à grande échelle doivent être mis à la disposition du public. Ils définissent les normes officielles de ce que les élèves sont supposés apprendre et à quel niveau de performance (documents électroniques disponibles en ligne, les plans écrits spécifiant qui seront

testés et dans quels domaines). Les critères de performance et leurs indicateurs identifiés pour les besoins de l'évaluation doivent provenir directement du référentiel de compétences, ciblées par le niveau national, régional et international, qui permet de générer les référentiels d'évaluation, de certification et de formation. L'exploitation des résultats des examens devrait mieux analyser les relations entre les modalités de formation et les modes d'évaluation/ certification, et les outils d'analyse conçus en conséquence. De fait, il est tout à fait nécessaire d'analyser en profondeur les résultats aux niveaux déconcentrés dans le cadre des évaluations nationales et ainsi identifier les solutions adaptées en fonction des disparités existantes à l'échelle d'un pays.

Des discussions lors du e-forum est également ressorti le besoin d'évaluer l'ensemble du système éducatif au-delà des tests soumis aux élèves (enseignants, structure organisationnelle, institutionnelle, qualité de la formation initiale, formation continue), en se servant des données administratives existantes et autres études disponibles.

3. La qualité de l'évaluation

La qualité psychométrique des instruments, des processus et des procédures de l'activité d'évaluation couvre des questions telles que la conception et la mise en œuvre des activités d'évaluation, l'analyse et l'interprétation des réponses des élèves, ainsi que la pertinence de la façon dont les résultats de l'évaluation sont présentés et utilisés. La conception, le déroulement et la préparation de l'exploitation qui sera faite de cette évaluation doivent être minutieusement préparées, au niveau technique, logistique et communicationnel.

Il est essentiel de développer le dispositif déconcentré des évaluations afin que toutes les écoles et classes puissent être prises en compte. Il importe de noter aussi qu'il faut du temps pour mettre en œuvre une innovation. De ce fait la préparation en amont des moyens d'accompagnement et du dispositif de suivi-évaluation doit être bien mûrie avant la mise en œuvre. Contrairement, il arrive que les décideurs politiques se précipitent pour mettre en œuvre une recommandation sans être vraiment prêts. De ce fait, les acteurs ont tendance à réfléchir en cours et arrivent rarement à une mise en œuvre correcte des orientations avant la fin du projet (surtout pour le cas des projets qui naturellement, ont une durée de vie).

Les acteurs qui participent aux évaluations doivent être informés et formés pour améliorer les conditions et les modes de passation, de correction et de codage des épreuves. Comme notifié par l'un des intervenants du e-forum, en matière de correction, l'échec est la règle (chose la mieux partagée) et la réussite en est l'exception, sans que l'on ne puisse s'attarder sur nos modes d'évaluation /certification et de formation. De même, certains élèves sont moins habitués aux types d'items proposés lors des évaluations standardisés. Ainsi certaines pratiques d'évaluation ne permettent pas d'aller résolument vers l'équité. Il convient donc de changer les mentalités sur ces points, les élèves et leur famille, entre autres, ayant le droit de savoir comment ils seront évalués et pourquoi.

Pense-bête:

Les facteurs de risque sont nombreux tout au long du processus d'évaluation. Les analyses, si précieuses lorsque elles sont justes, peuvent conduire à des interprétations hasardeuses lorsque l'on cherche à faire dire aux données plus qu'elles ne nous apprennent, notamment sur les relations de causalité énoncées de manière hâtive ou simpliste compte tenu de la complexité du processus éducatif.

Quelques conditions à réunir pour la mise en œuvre d'une évaluation :

- un échantillon sélectionné de manière rigoureuse afin qu'il soit représentatif de la population concernée ;
- des tests passés de manière identique pour tous afin d'éviter les biais qui fausseraient les mesures ;
- un traitement des données approprié et rigoureux (notamment le nettoyage afin d'isoler certaines données aberrantes) ;
- une analyse robuste basée sur les résultats aux tests et la prise en compte rigoureuse des éléments de contexte.

Lorsque tous ces éléments sont combinés, ils permettent de présenter une situation fidèle des résultats et des facteurs d'apprentissage dans un pays.

Inscrire l'évaluation dans le dialogue social

La prise en compte des résultats des évaluations par tous les acteurs du système est un élément capital à la fois pour alimenter de débat et le dialogue sectoriel, mener des études complémentaires mais aussi pour installer la culture de l'évaluation à tous les niveaux du système éducatif permettant de disposer de repères pour l'action. Les évaluations mobilisent d'importantes ressources humaines et financières mais, in fine, n'est-il pas également très dispendieux d'avoir des systèmes éducatifs qui affichent des performances très modestes en termes de résultats d'apprentissage au regard des sommes très importantes investies par les Etats, les familles et les partenaires ?

Enfin que penser de la déception, voire de la frustration, de parents d'élèves qui ont consenti de gros efforts pour maintenir leurs enfants à l'école et qui découvrent, un peu tard souvent, que leur enfant après six ans de scolarité sait à peine lire et compter ? S'ils continuent leur scolarité au collège, quelles sont leurs chances de succès, s'ils abandonnent l'école quel avenir pour eux dans un monde où "la connaissance" n'est pas une option mais une condition indispensable de la réussite.

Au regard de l'investissement des ménages dans l'éducation, et du peu de rendement constaté dans de nombreux pays, les gouvernements ont le devoir de présenter et débattre des résultats d'évaluation à l'échelle nationale, avec l'ensemble de la société. Les citoyens ont le droit et le devoir de demander des comptes sur les mesures mises en place pour remédier aux lacunes et leur efficacité dans la pratique et dans le temps. Cette réciprocité permettra de contribuer à la recherche de solutions efficaces pour une meilleure qualité de l'éducation.

Niveau 3: Communauté et plaidoyer

Les évaluations des acquis des élèves servent également à sensibiliser l'ensemble de la société civile sur l'importance de la qualité de l'éducation, au-delà de l'accès qui était une priorité jusqu'à ces dernières années. En s'emparant des résultats des évaluations, la communauté éducative au sens large, les parents d'élèves, les acteurs locaux, les enseignants etc. peuvent devenir acteurs de changement, à condition que l'information leur parviennent, qu'elle soit compréhensible, qu'ils aient les moyens de l'utiliser. Mais, sont-ils armés pour comprendre des techniques complexes, des séries de chiffres qu'il faut comparer avec d'autres pour comprendre une réalité ? Comment présenter les données et les résultats pour que la communauté éducative s'en empare et influence les décisions politiques ?

Les questions relatives au Niveau 3 de discussion étaient les suivantes :

- Quelles sont les données d'évaluation des acquis scolaires qui sont partagées avec la communauté et la société civile dans votre pays ?
- Pourquoi serait-il utile de partager les résultats des évaluations des acquis scolaires avec la communauté et la société civile ? Quels peuvent être les effets négatifs et positifs de ce partage ?
- Quelles sont les données d'évaluation utiles aux médias/communicateurs pour informer le grand public/communautés et faire le plaidoyer ?
- Comment améliorer la diffusion des informations ayant trait aux évaluations des acquis scolaires et à leur utilisation (niveau local et national) ?

Une journaliste de RFI (Emmanuelle Bastide) et une membre de l'APE de l'école primaire de franco-sénégalaise de Fann – Dakar (Bintou Ndiaye Cottard) ont apporté leur témoignage sous forme de vidéo pour introduire le niveau de discussion.

Quelle communication des résultats auprès de la communauté ?

La communication des résultats est souvent le parent pauvre de l'exercice d'évaluation. Non seulement ces résultats sont mal ou pas du tout communiqués aux principaux intéressés externes au ministère de l'éducation, mais également à l'intérieur de celui-ci même. Souvent le produit qui en sort est un rapport plus ou moins volumineux, analytique certes et illustré de tableaux et graphiques mais destiné aux seuls spécialistes qui l'ont produit et à ceux qui ont financé les activités d'évaluation. A qui doit-on s'adresser avec les résultats des évaluations et par quels moyens ?

La communication est un aspect important dans la naissance et le développement des relations inter humaines. Que ce soit entre des individus ou entre organisations/institutions ou encore entre organisation/institution et des individus, la communication et le partage d'informations claires et utiles sur ce qui unit les différentes parties est d'une importance capitale. La communication est de fait un facteur très important dans le processus d'évaluation : évaluer, c'est aussi informer.

Les parents sont de plus en plus attentifs à ce qui se passe dans le milieu scolaire. Ils veulent savoir comment évolue leurs enfants. Est-ce qu'ils apprennent de nouvelles choses? Arrivent-ils à bien s'intégrer dans le cursus? De quoi ont-ils besoins pour mieux évoluer? Le maitre prend-il bien soin d'eux? Le cadre scolaire est-il propice au bien-être et l'apprentissage des enfants etc. Ce sont autant de questions pour lesquels les parents souhaitent être informés en temps réel. Un nombre important d'établissements, surtout dans le privé, comprennent ce besoin et communiquent aux parents à travers les APE ou directement les informations dont ils ont besoin.

Au niveau des écoles, une communication formelle se développe à travers le bulletin scolaire, document officiel, envoyé périodiquement par la direction de l'école aux parents/tuteurs des élèves afin de les tenir informés du travail de leur enfant, de son niveau et des progrès qu'il a accomplis, ainsi que de son comportement. Une communication informelle s'installe également au sein de la classe : échanger avec l'élève sur ses progrès et ses difficultés, l'encourager, le rendre responsable de ses apprentissages, produire des commentaires écrits et annotations dans les cahiers de devoirs des élèves ou leurs agendas scolaires, réaliser un portfolio, collection des travaux et réalisations de l'élève, organiser des rencontres enseignant-parents autour des résultats des élèves.

Au niveau national, voire même régional, il n'y a pas ce lien direct avec la communauté. Il est évident que les résultats de grandes analyses du système éducatif se communiquent aux groupes organisés et institutions (services centraux et déconcentrés des ministères en charge de l'éducation, ONG, Bureau APE, les journalistes...) lors des ateliers de validation des rapports. Mais les informations contenu dans ces rapports peinent à être connues des populations.

Une catégorie d'audience, qui regroupe l'instance d'évaluation et les bailleurs de fonds bien entendu, et aussi les académiciens et les chercheurs, s'intéresse à tous les détails techniques pour juger de la validité des enseignements tirés de l'évaluation. Leurs commentaires ou adhésion aux processus d'analyse et aux arguments qui les soutiennent donnent une gageure scientifique sur la solidité des conclusions de l'évaluation. Il est préférable de présenter le rapport narratif et les processus techniques dans deux documents séparés pour en faciliter la lecture. En général ces résultats des évaluations nationales sont partagés lors des ateliers de restitution avec des représentants de la société civile, membres de groupe locaux en éducation. La vague d'évaluations PASEC2014 procède à ce type de dissémination technique élargie à cette communauté spécifique de partenaires techniques et financiers.

Le ministre ou le décideur politique, quant à lui, n'a ni le besoin, ni le temps de s'appesantir sur ce rapport global. Pour être pratique et efficace, il est nécessaire de proposer à leur endroit des notes de politique succinctes ne dépassant pas 5 à 8 pages, qui se focalisent sur une problématique précise (ex : écarts entre garçon et filles, inadéquation dans la formation des enseignants, inefficacité de l'encadrement pédagogique, etc). L'accent doit porter sur les arguments factuels qui sont à même de convaincre le décideur d'introduire une action de changement: description succincte de la problématique, présentation des arguments chiffrés du rapport étayant cette conclusion, montrer son poids relatif par rapport à d'autres facteurs déterminants de la réussite pour justifier pourquoi privilégier la priorité à ce facteur, proposer des pistes d'intervention avec idéalement des exemples d'autres systèmes éducatifs, et avancer le cas échéant les limites de chaque intervention proposée. Le langage utilisé doit être simple et éviter toute référence aux expressions statistiques compliquées (parler du nombre d'années scolaires d'avance d'une catégorie par rapport à une autre, plutôt que de score ou d'écart-type).

De l'intérêt de partager largement les résultats

Les données d'évaluation doivent nous renseigner sur les aspects sur lesquels agir pour améliorer la qualité de l'éducation. L'évaluation est un outil d'aide à la décision qui nécessite le recueil d'un ensemble d'information pertinentes, valides et fiables et l'examen du degré d'adéquation entre cet ensemble d'informations et un ensemble de critères en vue de fonder une décision.

Les résultats des évaluations des acquis scolaires constituent le reflet de la vie de l'école. Le niveau d'apprentissage est aussi bien influencé par le milieu dans lequel vivent les apprenants que par la perception de l'école par la société. Ainsi perçu, il importe que la communauté et notamment la société civile, soit informée de ces résultats, et intégrée dans la recherche de solutions en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement.

L'évaluation sommative certificative rend compte de la réussite aux études et garantie la valeur sociale des titres officiels. L'évaluation des acquis scolaires, que ça soit à l'issue d'une étude commanditée, d'une composition de fin de période ou de fin de cycle, donne du sens à la qualité de l'enseignement, car renseigne sur les performances, les lacunes que rencontrent les apprenants, les insuffisances des matériels pédagogiques, la mauvaise application des méthodes et stratégies pédagogiques, bref l'impact des intrants et extrants dans l'enseignement.

Si l'obstacle ou la contrainte relève du parent, pour l'éradiquer, il faut non seulement qu'il soit informé, mais justement impliqué dans la recherche de la solution. Et s'il faut agir sur un comportement au sein de la communauté ou sur certaines pratiques, la société civile est généralement utile en termes de sensibilisation ou d'impulsion des changements notables dans la vie de la communauté. Si par exemple un enfant vient d'obtenir son Certificat d'étude du premier degré (CEPD) mais qu'il ne peut pas écrire

correctement son nom, le parent pourra comprendre en étant édifié sur des résultats de tests standardisés qu'il s'agit d'un problème plus général et que la mauvaise acquisition des connaissances peut avoir des causes extérieures à l'école et pourrait avoir sa source à la maison, dans la famille, etc. Les organisations de la société civile, de leur côté, peuvent s'en servir pour réfléchir aux possibles actions de remédiation qui sont de leur ressort (sensibilisation des parents sur l'intérêt de l'école, sur l'importance d'accompagner l'enfant dans sa scolarité,...).

Il convient de communiquer de la bonne façon en fonction du public ciblé, sans quoi plane le risque de mettre les parents ou la société civile, par exemple, dans une position d'accusation des autorités, de perte de confiance, de désintérêt pour l'école.

Comment améliorer la communication des résultats ?

Au niveau local, il est nécessaire de procéder à la large diffusion et la discussion des résultats à travers des rencontres entre les autorités scolaires et ses partenaires (parents, communautés) avec des rencontres périodiques (trimestrielles, semestrielles). Il est important de renforcer les capacités des APE déjà fonctionnelles et encourager leur naissance et leur développement là où il n'y en a pas encore.

Au Cameroun, par exemple, les écoles ont deux instances de décision, le Conseil d'Ecole (CE) et l'Association des Parents d'Elèves et des Enseignants (APEE) ; le premier définit le projet de l'école et le second le met en œuvre. Il serait important que ces instances, ne serait-ce qu'à travers leurs dirigeants, soient sensibilisées sur l'importance des évaluations des acquis scolaires au-delà des évaluations traditionnelles (formative, sommative, certificative, ..). L'intérêt suscité repositionnerait alors l'école comme acteur vis-à-vis de ces évaluations standardisées, en quête de renseignements pour l'utilisation de leurs résultats.

La communication des résultats d'évaluations standardisées avec les enseignants doit être prudente pour ne pas provoquer un comportement défensif et engendrer un rejet automatique des résultats. Les évaluations standardisées se basent sur des échantillons tirés au hasard dans la population des élèves : il est important d'insister sur le fait que les résultats ne sont pas imputables directement aux enseignants ou à leur classe. Les débats avec les enseignants doivent porter sur la variété des pratiques observées, les bénéfiques de telle ou telle pratique et comment en faire bénéficier par la formation aux enseignants.

L'organisation d'événements autour de la qualité avec les partenaires de l'Education sur les résultats scolaires contribue également à améliorer la qualité des informations à l'endroit des populations et de la société civile. Il est important que ces événements soient organisés à intervalles de temps définis et réguliers (à l'instar des fora nationaux des agriculteurs, des jeunes etc.) où tous les acteurs de l'éducation peuvent conférer

autours des thématiques tirées de l'analyse des évaluations. La communication aux différents acteurs concernés est facilitée notamment quand ces derniers font aussi partie des instances du mouvement. Les groupes locaux des partenaires en éducation ont d'ailleurs désormais le mandat de s'assurer que l'ensemble des acteurs du système y soient représentés.

L'amélioration de la diffusion des informations ayant trait aux évaluations des acquis scolaires passe également par la production de synthèses des résultats, sous forme de dépliants, infographies, applications web ou autres supports faciles à comprendre.

Les e-forums comme celui qui vient d'être organisé doivent être répétés de temps en temps. Il serait utile de les compléter par des échanges en présentiel, la virtualité du e-forum, malgré ses nombreux avantages, ne permet pas une interactivité optimale.

Quelles informations pour les médias ?

Les données utiles aux médias doivent tenir compte du public cible : si l'on s'adresse par exemple aux universitaires et aux chercheurs, les questions d'ordre méthodologiques et les pistes de réflexion sont les plus indiquées. Si l'on cible les parents, ceux-ci doivent être informés des résultats de leur zone au regard de la moyenne nationale et des autres zones avec emphase sur les questionnements pour lesquels leur intervention sera sollicitée. Si le même message est adressé à tout le monde, le risque de perdre certains acteurs va s'accroître, crée par une confusion des rôles et de mauvaises interprétations des résultats.

Le but recherché dans ce partage est de permettre à tous les acteurs non seulement de s'approprier les résultats mais aussi de s'impliquer chacun en ce qui le concerne dans la recherche des pistes d'amélioration. Au-delà des taux de réussite, d'échec et d'abandon, ce sont les proportions d'élèves ayant atteint un seuil suffisant, selon les disciplines qui sont propices à une bonne compréhension des enjeux d'un système éducatif dans son ensemble. Les disparités d'apprentissage selon certains critères discriminants (genre, milieu urbain/rural, types d'école (publique, privée, communautaire, medersa), les facteurs explicatifs, les points forts, les points faibles, les insuffisances, les difficultés et les besoins viennent apporter des explications à la tendance générale, et doivent servir à faire le plaidoyer auprès des partenaires de l'école pour penser les actions à entreprendre.

La couverture régulière des foras nationaux sur la question par le biais de plages pédagogiques à la radio, de débats à la télévision, permet d'intégrer l'ensemble de la population dans la recherche commune de solutions concrètes et des voies d'amélioration à la situation constatée.

Un travail intense doit être déployé vis-à-vis de la presse qui a une influence potentielle dans la divulgation des résultats au grand public. Toute la presse n'est pas censée

être spécialisé dans la matière. On est souvent surpris de voir apparaître à la une de certains journaux des messages tronqués et hors de leur contexte pour attirer l'attention des lecteurs. Pour contrer la sensibilité de tels messages, les organisations internationales et régionales et même certains ministères, disposent de services de communications pour encadrer les messages et les placer dans leur contexte réel. Certains déploient même des programmes de formations au bénéfice des journalistes pour les amener à divulguer des messages contextualisés à propos des évaluations.

Conclusions du e-forum

Des trois niveaux de discussions proposés (Ecole & Enseignement, Politique Nationale, Communauté & Plaidoyer) les grands messages ressortis sont les suivants:

1. Quatre types d'évaluations sont utilisées au sein des classe: prédictives, formatives, sommatives, standardisées

Elles servent à adapter l'enseignement et mettre en place des mesures de remédiation

Aux niveaux supérieurs elles sont utiles pour harmoniser, échanger et orienter

Limites à l'évaluation en classe: manque de moyens qui restreint le nombre d'évaluations, manque d'harmonisation dans les épreuves et corrections, manque de facteurs scolaires et extrascolaires pour expliquer les résultats, rareté de l'utilisation des résultats de évaluations standardisées dans les écoles

Utilité des évaluations standardisées en classe: 1- Dans le cadre de projet d'établissement, de bassin d'écoles, districts, localités. 2- Evaluation de la « valeur ajoutée » des établissements scolaires (orientation). 3- Explication des causes des faibles performances

2. Les évaluations nationales identifient et décrivent les différents groupes d'élèves, leurs caractéristiques et les causes des différences

Les évaluations mesurent le niveau des élèves selon le programme suivi en classe (examens nationaux) ou cherchent à détecter les facteurs qui influencent la qualité des apprentissages (évaluations standardisées)

Les évaluations standardisées permettent d'avoir une idée du niveau scolaire d'un groupe d'élèves représentatifs de la population scolaire, de déterminer leur répartition sur une échelle de compétences, de mieux comprendre certains facteurs de contexte qui affectent leur réussite.

Traquer les facteurs de réussite ou d'échec permet aux autorités du niveau déconcentré de mettre en place un dispositif de pilotage pédagogique. Pour les écoles, il s'agit d'identifier les élèves en difficulté et les items non réussis pour programmer des cours de renforcement ou de soutien.

Trois principaux moteurs de la qualité de l'information dans un système d'évaluation : un contexte politique favorable, l'alignement avec le système éducatif, et la qualité de l'évaluation.

Dialogue national et réciprocité: les gouvernements ont le devoir de présenter et débattre des résultats d'évaluation à l'échelle nationale avec l'ensemble de la société. Les citoyens ont le droit et le devoir de demander des comptes sur les résultats d'évaluation et mesures envisagées.

3. Une communication formelle et informelle existe au sein des écoles (bulletins, écoute, échanges, rencontres avec les parents). Les résultats de grandes analyses du système éducatif se communiquent aux groupes organisés et institutions.

Les résultats des évaluations des acquis scolaires constituent le reflet de la société: il importe que la communauté, et notamment la société civile, soit informée de la bonne façon, en fonction du public cible, et intégrée dans la recherche de solutions en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement.

Il est nécessaire de procéder à la large diffusion et la discussion des résultats à travers des rencontres entre les autorités scolaires et ses partenaires (parents, communautés, professionnels, partenaires) avec des rencontres périodiques (trimestrielles, semestrielles, annuelles).

La communication des résultats d'évaluations standardisées avec les enseignants doit être prudente pour ne pas provoquer un comportement défensif et engendrer un rejet automatique des résultats.

L'amélioration de la diffusion des informations ayant trait aux évaluations des acquis scolaires passe également par la production de synthèses des résultats, sous forme de dépliants, infographies, applications web ou autres supports faciles à comprendre.

Les données utiles aux médias doivent tenir compte du public cible: elles doivent servir à faire le plaidoyer auprès des partenaires de l'école pour penser les actions à entreprendre.

Les participants ont montré un intérêt très marqué pour la question de l'évaluation, en faveur d'une meilleure utilisation et une meilleure dissémination des résultats.

Les initiatives telles que ce e-forum ont été sollicitées pour un renforcement des capacités en la matière. A l'issue des deux semaines de discussions, il a été proposé de maintenir la plateforme ouverte pour permettre aux participants de continuer d'échanger au fil de leurs activités dans leurs fonctions respectives.